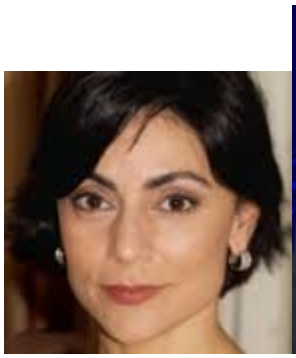
NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Ex-traductrice du FBI , Sibel Edmonds : « comment la CIA a (-déjà-ndlr) déboulonné Erdogan » , le président turc




COMMENT LA CIA A DEBOULONNE ERDOGAN Par Sibel EDMONDS

"J'ai longtemps vécu en Turquie et suivi de près la politique intérieure de ce pays. En réalité, l'objet de mon procès, en tant que membre du FBI, fut d'avoir divulgué des tractations secrètes entre la Turquie et les États-Unis. Cela me valut d'être persona non grata aux Etats-Unis & en Turquie. A l'époque, Erdogan était considéré comme un ange par les États-Unis puis soudain il devint ennemi à cause de sa politique actuelle. La CIA crée dans le monde des gouvernements fantoches et du jour au lendemain les fait disparaitre. Erdogan allait-il subir ce même sort ?

L'exemple le plus flagrant est celui de Saddam Hussein, dans un premier temps il y eut des congratulations entre Donald Rumsfeld et Saddam, ensuite l'occupation du pays et la destitution de Saddam. Le même processus n'est-il pas également réservé à Erdogan ? L'histoire commence avec le projet de Fetullah Gülen.

En1997, la CIA avait misé sur Gülen qui voulait instaurer la loi Canonique d'Islam (Şeriyat) en Turquie cependant c'était la raison pour laquelle il était poursuivi

dans son pays. La CIA lui proposa de s'installer en Amérique et, depuis 15 ans, ce dernier habite aux États-Unis. Il contrôle un réseau financier de 20 à 25 milliards de dollars. Personne n'est au courant de la provenance de ces fonds.
Gülen a édifié en dehors des États-Unis des écoles, des medressés (écoles coraniques) et d'autres institutions dans divers pays du monde. Les gouvernements de ces pays les considérant comme une menace à leurs institutions et leur souveraineté fermèrent tous les établissements de Gülen.
Gülen et la CIA ont créé des réseaux en Turquie dans les sphères de la police, de la justice, de l'armée et des medias. C'est grâce à ces mesures qu'Erdogan a brillé et pu être porté au pouvoir. En réalité, en 1997 sur l'intervention de la CIA, le parti AKP avait été interdit et Erdogan emprisonné. En 2002, l'armée fit marche arrière et autorisa Erdogan à devenir Premier Ministre. Alors que s'est-t-il passé entre 1997-2002 ? Gülen était déjà aux ÉtatsUnis.
Erdogan avait gagné en popularité et affirmait qu'il ne plierait jamais devant l'imam, le peuple l'aimait. « L'imam qu'il veuille ou non ne m'empêchera pas de réaliser d'une façon souveraine tous mes projets », disait-il. Quelle était la raison de cette confiance personnelle ? Son attitude très dure vis-à-vis d'Israël ? Aux États-Unis, Gülen jouissait d'un grand soutien de lobby juif.
C'est la deuxième phase de bataille entre Erdogan et Gülen relative au soutien du lobby juif. Les attaques d'Erdogan contre Israël n'étaient guère appréciées par Gülen. Le glas de la séparation avait sonné. Immédiatement après, ce fut l'affaire de la Syrie qui surgit. La Turquie et le gouvernement AKP soutenaient les opposants du régime syrien, qu'ils armaient par l'intermédiaire des États-Unis. Jusque là, tout se déroulait conformément aux plans pour assurer le renversement d'Assad. Un événement inattendu survint, ce fut l'intervention de la Russie qui obligea les États-Unis à revoir leur politique extérieure dans cette région.
En Turquie, d'une part le peuple avait de bons rapports avec la Syrie et Assad, d'autre part la Syrie était un pays islamique voisin de la Turquie.
Avec le retrait des États-Unis, Erdogan restait seul et privé du soutien américain. La CIA et Gülen avaient repris leurs activités en Turquie. Erdogan a vite compris que ces manœuvres tournaient autour de Gezi Park. Il ne faut pas oublier que la manifestation de Gezi Park avait pris naissance par une action populaire. La presse occidentale commençait à traiter Erdogan de « Dictateur ». Ses rapports avec Al-Qaïda étaient dévoilés.
Qu'attendait la CIA de la Turquie ? Le projet de la CIA était de garder sous sa coupe le pays, de contrôler sa politique. C'est ainsi qu'ils ont réussi à conserver Erdogan à la tête du gouvernement.

Le plan de la CIA était d'utiliser la Turquie comme modèle afin d'influencer les autres États musulmans d'Asie Centrale. Erdogan et Gülen furent considérés comme les promoteurs de ce plan d'action de la CIA.
La CIA perdait un Etat fantoche (Erdogan) qui échappait à son contrôle.
Erdogan pour démontrer sa non-soumission aux exigences de la CIA a déclaré : « Les achats d'armes qui représentent plusieurs milliards de dollars je ne les ferai ni avec vous, ni avec États-Unis, je les ferai avec la Chine. »
Ce fut une grave erreur de sa part vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN. Cette attitude irrita les membres des Industries d'Armement américaines et l'OTAN.
L'intégration de la Turquie dans l'UE trainait en longueur, Erdogan demanda l'intégration dans l'Union de Shanghaï. Cette attitude était sa dernière menace, et elle fut considérée comme une insurrection vis-à-vis de ses patrons. Cela signifie la fin de votre existence. De ce fait, les États-Unis devaient démontrer la gravité des punitions qu'ils pouvaient infliger aux autres États.
Il a été soumis à Erdogan diverses possibilités.
La première possibilité : Vous faites marche arrière, vous améliorez vos rapports avec Israël, vous abandonnez vos velléités d'achat d'armement à la Chine et votre adhésion au Groupe de Shanghaï.
La deuxième : Vous démissionnez et partez en douce :nous avons préparé votre remplacement (Ç.N : CHP) ; l'argent volé et amassé, vous pouvez l'emmener avec vous, nous allons vous autoriser à aller au Royaume Uni.
La troisième présente deux scenarios : Le premier, vous disparessez comme Kadhafi et Saddam, nous vous trouverons sur (la) place Taksim au Gezi Park. Le deuxième, vous pouvez vous rendre comme Moubarak, nous vous garderons dans une prison au Royaume où vous resterez jusqu'à la fin de votre vie.
Voila : Erdogan se trouve devant ces choix. Les mêmes avaient été offerts à Kadhafi, Saddam et Moubarak. La CIA travaille de cette façon. Dans quelques mois, nous verrons la fin de cette histoire, car cette situation ne peut durer plus longtemps ".

——————————————————

Erdogan, né à Istanbul (Turquie). Premier ministre de 2002 à 2014. Président en 2014

Fethullah Gülen est né à Erzeroum (Turquie), savant islamiste, appelé Imam par Erdogan.//////////

traduit du turc par MAFP (Mémoire des Arméniens de France pour la Postérité)

15 février 2016

l'intégralité du texte est sur Google : Sibel Edmonds CIA Erdogan .

Publié le 28 février 2014 dans "Time Turk" , résumé d'une interview de Sibel Edmonds dans le "Boling Frog Post" le 18 janvier 2014 .

————————————————————SIBEL EDMUNDS————————————————————

Fille d'un docteur azerbaïdjanais, Sibel Edmonds est née en 1970 en Iran. Après quelques années elle se rend en Turquie avant de s'installer aux États-Unis pour y poursuivre ses études. Elle parle couramment quatre langues : l'anglais, le turc, le farsi et l'azéri. En 1996, elle opte pour la nationalité américaine. Elle a un doctorat en commerce international et affaires publiques de l'Université George Mason. Elle est également licenciée en criminologie et psychologie de l'université George Washington.

Elle fut engagée par le FBI comme interprète suite aux attentats du 11 septembre 2001 dans l'unité de traduction des langues orientales, à un moment où des centaines d'heures d'enregistrement (en turc, en arabe...) restaient inexploitées par manque d'interprètes qualifiés. En décembre de la même année, Sibel Edmonds est contactée par une collègue du FBI, Melek Can Dickerson, qui tente de la recruter pour le compte d'une mystérieuse organisation économique turque. Entre décembre 2001 et mars 2002, Sibel Edmonds rapporta à sa hiérarchie certains comportements troublants de Melek Can Dickerson. Elle adressa une plainte à la direction du FBI, ainsi qu'à l'Inspecteur Général du Département de la Justice ; sans succès. Elle fut révoquée par le FBI le 22 mars 2002 sans aucun motif.

Allégations

Au cours de ses fonctions, Sibel Edmonds mit en évidence, preuves à l'appui[réf. nécessaire], que le FBI, le Département d'État, et le Pentagone avaient été infiltrés par des personnes liées en particulier à une organisation turque opérant sur le territoire américain. Elle accusa également une de ses collègues, Melek Can Dickerson l'accusant d'espionnage, de rétention d'informations, fausses traductions de documents confidentiels de la part d'agents assermentés du FBI dans le but de détourner des enquêtes et de bénéficier d'une protection

interne en la personne de son superviseur, Mike Feghali. Melek Can Dickerson ne fut jamais sanctionnée et fut même mutée pendant quelques années en compagnie de son mari au quartier-général de l'OTAN à Bruxelles[2]. En outre, les problèmes soulevés par Sibel touchent à la corruption de fonctionnaires gouvernementaux et de représentants élus par des éléments étrangers.

Edmonds affirme également détenir des preuves sur un trafic de drogue, de blanchiment d'argent et d'activités terroristes en rapport avec la Turquie. Certaines de ces enquêtes furent étouffées à la demande du Département d'État, ceci afin de ne pas compromettre les bonnes relations avec certains investisseurs étrangers. Une partie des personnes mises en cause étaient liées à l'American-Turkish Council **(en)** (ATC). Cette association, chargée de promouvoir les relations entre la Turquie et les États-Unis. Fondée selon le même modèle que l'AIPAC (American Israël Public Affairs Committee), elle regroupe de grandes entreprises américaines (comme Boeing) désireuses d'investir en Turquie ainsi que des personnalités des mondes politique et économique turcs. On trouve également un certain nombre de militaires turcs.

Litiges et auditions devant le Congrès

Le conflit entre Sibel Edmonds et le FBI attira l'attention de la Commission Judiciaire du Sénat qui tint des auditions informelles à ce sujet les 17 juin et 9 juillet 2002. Pendant ces auditions, le FBI fournit divers documents et rapports non-classés concernant l'affaire, et reconnut même que certaines des accusations formulées, comme le comportement non professionnel de sa collègue, ainsi que la gérance douteuse de son unité, étaient fondées. Deux sénateurs demandèrent par lettre à l'Inspecteur Général Glenn Fine, au Procureur général Ashcroft ainsi qu'au directeur du FBI Robert Mueller un audit indépendant au sujet de l'unité de traduction du FBI.

Le 22 juillet 2002, Edmonds déposa une plainte contre le Département de la Justice, le FBI, et certains officiels influents, arguant qu'elle fut injustement révoquée du FBI pour avoir dénoncé des activités criminelles commises par des agents et employés gouvernementaux. Le 18 octobre 2002, le Procureur Général John Ashcroft, invoqua le 'State Secret Privilege' (Privilège de secret d'État) pour la débouter de sa plainte. Le State Secret Privilege n'est normalement utilisé que lorsque la sécurité nationale est en jeu ; ce qui ne ferait que confirmer les

éléments fournis par Sibel Edmonds.

Le 15 août 2002, un autre procès, *Burnett v. Al Baraka Investment & Dev. Corp.* fut intenté par les familles de 600 victimes des attentats du 11 septembre 2001, contre des banques saoudiennes, des organisations de charité, ainsi que certaines compagnies. Edmonds devait témoigner dans le cadre de cette affaire, affirmant que le FBI connaissait les intentions d'Al-Qaïda avant les attaques. Le 11 décembre 2003, le Procureur Général John Ashcroft invoqua de nouveau le 'State Secret Privilege', exprima une motion pour la suppression de la déposition d'Edmonds et le déboutement de l'affaire. Le juge, désireux d'en savoir plus, demanda au gouvernement de fournir tous les documents non-classés concernant ce dossier. À cela, John Ashcroft opposa une fin de non-recevoir. Le 13 mai 2004, il classa même rétroactivement toute l'affaire Edmonds "Top Secret". Cette classification a posteriori était sans précédent. Cette reclassification, acceptée, empêcha Sibel Edmonds de témoigner dans le procès du 11 septembre, et le 6 juillet 2004, sa propre plainte fut déboutée. Edmonds fit immédiatement appel de cette décision.

Le 21 avril 2005, quelques heures avant son procès en appel, trois juges prétextèrent une règle interdisant l'accès des journalistes et des citoyens du tribunal. Edmonds ne fut même pas admise au tribunal pendant les débats. Au même moment, l'Inspecteur général publia un compte-rendu d'un rapport officiel de l'enquête qui concluait qu'un grand nombre des allégations d'Edmonds étaient fondées, que le FBI ne les a pas prises au sérieux, et qu'elles furent la raison principale de son licenciement. Son cas fut débouté le 6 mai 2005, sans raison et sans aucun témoignage.

Le 5 août 2005, l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) soumit une pétition pour que la cour suprême des États-Unis revoie l'application du *State Secret Privilege*[3]. Le 28 novembre 2005, la cour suprême rejeta la requête. Nullement découragés, une trentaine de groupes de pression ont soumis le 7 mars 2007 une requête auprès d'Henry Waxman pour obtenir une audition sur l'affaire Edmonds devant le Congrès des États-Unis. Sans succès. Edmonds et certains groupes de pression contestent le recours au *State Secret Privilege* fait par John Ashcroft, qui a, selon eux, pour unique but de protéger l'Administration Bush, et certains officiels du Département de la Justice.

Nouvelles révélations

Edmonds mit au jour un rapport afférant aux attentats du 11 septembre 2001. Il était question de rétentions d'informations antérieures et postérieures aux attentats. En avril 2001, un informateur du FBI, infiltré dans une cellule terroriste depuis 1990, informa deux agents et un traducteur qu'Oussama ben Laden préparait une attaque terroriste. Quatre ans après les attaques, les officiels refusaient toujours d'admettre qu'ils avaient été en possession d'informations sensibles concernant ces attaques. Le Mémorandum Phoenix, reçu des mois avant les attaques du 11 septembre, avertissaient spécifiquement le Quartier général du FBI que des personnes liées au réseau Al-Qaïda prenaient des cours d'aviation. Quatre mois avant les attaques, un agent iranien fournit au FBI des informations au sujet de l'emploi d'avions, la liste des grandes villes américaines prises pour cibles.

Mais ceci n'est rien en comparaison des éléments mis en exergue le 6 janvier 2008 par le Sunday Times. Cet article se fondait sur des révélations faites par Sibel Edmonds un mois auparavant. Elle y dénonce, entre autres, des transactions concernant du matériel nucléaire, l'infiltration d'institutions militaires et universitaires américaines par des taupes turques et israéliennes. Un haut fonctionnaire du Département d'État serait notamment compromis. Longtemps secret, son nom a été rendu public en 2006[4]. Il aurait dénoncé le rôle de certaines sociétés écran utilisées par la CIA pour infiltrer le trafic de matériels nucléaires (la société Brewster Jennings & Associates (en) par exemple). À cette occasion, la couverture de l'agent Valerie Plame Wilson (en) (Affaire Plame-Wilson), qui enquêtait sur ce trafic planétaire, aurait été révélée aux taupes turques et israéliennes.

Les turcs auraient en fait agi en tant qu'intermédiaires pour le compte d'autres pays comme la Libye, le Pakistan (réseau du docteur Khan et les services secrets pakistanais, l'Inter-Services Intelligence-ISI-) voire Israël.

Informer

Sibel Edmonds a publié de nombreux témoignages et essais sur ses expériences vécues depuis 2002, sans jamais avoir outrepassé le *State Secret Privilege* qui lui a été imposé. Elle continue de clamer la véracité de ses allégations, contre vents

et marées, et dans une lettre ouverte du 14 mai 2005 adressée au Congrès, elle dénonce la position du Gouvernement qui protège certaines relations diplomatiques (non citées), ainsi que certaines relations commerciales extérieures, profitant de la sorte à une minorité de personnes, et non la majorité que représente le peuple américain.

Parallèlement à son combat judiciaire, Sibel Edmonds se lança dans la création de la National Security Whistleblowers Coalition **(en)** (NSWBC). Fondée en août 2004, c'est une alliance indépendante et non-partisane de "dénonciateurs" ou whistleblowers qui stigmatise les faiblesses de l'État en matière de sécurité ; informe les services de sécurité des vulnérabilités au sein des agences de renseignements, divulgue les fraudes, abus, et dans certains cas les conduites criminelles au sein du Gouvernement… Devenir membre de la NSWBC est exclusivement réservé aux employés actifs ou retraités fédéraux, civils et militaires, sous contrat avec le gouvernement américain et qui, à leur détriment, divulguèrent de telles fraudes et abus.

Documentaire 'Une Femme à Abattre"

Séduits par son combat, deux journalistes français, Mathieu Verboud et Jean-Robert Vialletont, auteurs d'un autre documentaire pimenté *Les Enfants Perdus de Tranquility Bay*, ont réalisé un documentaire sur Sibel Edmonds intitulé *Une Femme à Abattre*. Prenant pour point de départ l'Affaire Edmonds, avec ses imbroglios judiciaires et politiques, Verboud et Viallet prennent soin de mettre en évidence les dessous politico-financiers, le trafic d'armes nucléaires à l'échelle mondiale orchestré par une partie néo-conservatrice de l'Administration George W. Bush, les mensonges de la politique étrangère américaine et de certains de ses alliés. Des révélations effarantes concluent ce documentaire, dont certains agents du renseignement américain, mettant sur le banc des accusés l'Administration Bush[5].

source : wikipedai